

(dont il faut souhaiter qu'il soit prochainement traduit en français) de Michele Marchi sur le Mouvement républicain populaire (MRP), premier parti breton sous la IV<sup>e</sup> République, celui de Vincent Porhel sur le mouvement ouvrier breton pendant les années 68, et celui de Gilles Simon sur le mouvement de lutte contre l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff.

On l'aura compris, on dispose désormais, grâce à ce hors-série de *Parlement[s]* très bien conçu et très bien informé, d'un outil à la fois accessible et rigoureux pour connaître les plus récents acquis en histoire et en science politique sur une région qui demeure encore parfois réduite, dans l'imaginaire collectif, à quelques clichés surannés.

Gilles RICHARD  
professeur d'histoire contemporaine à l'Université Rennes 2

Tudi KERNALEGENN, *Histoire de l'écologie en Bretagne*, Rennes, Éditions Goater, 2014, 184 p., ill. n. b. et coul.

Préfacé par Denez L'Hostis, ancien militant PSU et président de France Nature Environnement, ce livre prolonge une première recherche publiée en 2006 sur les luttes écologistes dans le Finistère (1967-1981). Docteur en sciences politiques, Tudi Kernalegenn présente dans une approche synthétique l'histoire de l'émergence de l'écologie politique à l'échelle de la Bretagne, région pionnière pour l'implantation de cette nouvelle mouvance politique. Chercheur investi dans des travaux collectifs novateurs, concernant le Parti socialiste unifié (Psu) ou l'Union démocratique bretonne (UDB), l'auteur, candidat aux municipales à Rennes en 2008 et assistant parlementaire de l'eurodéputée Nicole Kiil-Nielsen en 2009, connaît aussi de l'intérieur les milieux et réseaux militants écologistes.

Abondamment illustrée par des tracts et affiches, la démonstration n'oublie pas une bibliographie solide ainsi que des annexes précieuses pour les chercheurs en histoire politique : chronologie détaillée, liste des dirigeants (organisations, partis, élus), encadrés biographiques précisant des trajectoires emblématiques (dont celle d'Yves Cochet, ancien responsable de l'UNEF en 1968 et pilier du Réseau des amis de la Terre, figure de l'opposition municipale à Edmond Hervé à Rennes avant son parcours parlementaire et ministériel), récapitulatif des scores aux élections (depuis 1974), cartographie précise de l'implantation électorale (présidentielles, régionales, européennes pour la période 2002-2009 uniquement)...

Les chemins de l'écologie politique en Bretagne sont explorés en reliant la réflexion aux évolutions nationales de cette nouvelle culture politique, qui renouvelle le système partisan français et européen à partir des années 1968. Le temps des naturalistes (du xviii<sup>e</sup> siècle à 1967) est d'abord évoqué, avec un accent mis sur le

rôle de la Société pour l'étude et la protection de la nature, mise sur pied en 1958 par Michel-Hervé Julien notamment, rassemblant 2 500 adhérents en 1967. Le rôle d'Émile Masson, socialiste libertaire, engagé dans les premières formes partisans du socialisme breton, est souligné pour son apport intellectuel à la réflexion écologiste. Qualifié de « premier écologiste breton », le père de Michel Masson, ancien maire Ps de Pontivy (1971-1983), s'inscrit dans ce champ idéologique, en lien avec Élisée Reclus. Puis l'auteur s'intéresse à la découverte de la question environnementale (1967-1974), attisée politiquement par des enjeux régionaux de premier plan : les premières marées noires (*Torrey Canyon* en 1967), l'impact du remembrement et de l'industrialisation de l'agriculture bretonne, la protection des rivières et du littoral. Cette séquence des grandes luttes écologistes s'avère un axe marquant de la démonstration. Le naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978, finement résumé par le titre de l'auteur « Marée noire, colère rouge », ouvre une phase de mobilisations militantes qui s'inscrit dans ces nouvelles formes de mouvements sociaux attisant les recompositions des gauches traditionnelles (Ps, Pcf) dans les années 1970. Cette séquence connaît son paroxysme avec le conflit emblématique de Plogoff. Sur ce point, au-delà des représentations mythifiées qui nourrissent les identités militantes ultérieures, les analyses de l'auteur intègrent les réflexions historiographiques récentes (travaux de Gilles Simon). Le volet partisan de l'écologie politique est largement abordé dans la suite de l'ouvrage. Rattachant le lancement de l'écologie politique à la candidature de René Dumont (ex SfiO, Psu) en 1974, la démonstration insiste sur l'influence de cette culture politique dans les espaces politiques à gauche du Ps et du Pcf : Psu, LCR, UDB, mais également des réseaux militants comme ceux du féminisme. Le rôle joué par Paul Tréguer, instigateur du projet Alter breton qui nourrit les idées politiques des luttes antinucléaires dans l'optique du manifeste du Psu « contrôler aujourd'hui pour décider demain », rappelle le rôle matrice du Psu, véritable école de formation militante pour nombre d'écologistes bretons. La phase du premier enracinement municipal, avant 1989, mériterait d'être questionnée, à l'image du parcours de Michel Le Corvec, maire d'Erdeven, qualifié de premier édile écologiste. L'ouvrage appréhende ensuite les luttes écologistes entre politisation et professionnalisation (1981-1992), dans une séquence de rééquilibrage du système partisan régional, au profit d'un Ps qui s'appuie sur une social-démocratie d'élus locaux. L'apparition de ce nouvel acteur à gauche se réalise entre politisation des écologistes et institutionnalisation des réseaux écologistes du milieu associatif. La naissance d'une nouvelle formation partisane, Les Verts, en 1984, fait actuellement l'objet d'une thèse d'histoire en cours (Martin Siloret). Le seuil des 5 % est atteint dans les grandes villes bretonnes dès 1983, mais le décollage électoral date réellement des municipales de 1989, les listes vertes se situant, fait marquant du scrutin, au-dessus des 10 % dans les métropoles. La place et la part de l'écologie dans les institutions sont aussi évoquées pour la période 1992-2004 : développement durable, agriculture bio, combats autour de l'eau, luttes anti OGM. Incontournable, compte

tenu des enjeux politiques contemporains, un long passage est consacré à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, conflit marquant à gauche, de la zone d'aménagement différé en 1972 à la zone à défendre (ZAD) des années 2012. Plus convaincante, l'analyse relate les multiples divisions politiques au sein du milieu écologiste : Alternative rouge et verte (AREV)-PSU en 1989, Génération Écologie (GE) en 1990, qui attire l'ancien député européen socialiste de Lorient, Pierre Bernard. Outre Brice Lalonde, maire de Saint-Briac-sur-Mer (1995-2008), en Ille-et-Vilaine, et qui figure sur la liste UDF aux régionales de 1998, ce parti est marqué par le rôle de Jean-Jacques Kérourédan, figure dirigeante du radicalisme en Bretagne. La scission fin 1994 au sein de GE donne naissance au mouvement Convergence écologie solidarité (CES), avec Noël Mamère au plan national, dont sont issus de futurs élus comme Pascale Loget (Rennes) ou François de Rugy (ancien assistant parlementaire, actuel président du groupe parlementaire et député de Nantes depuis 2007 dans le cadre d'une alliance avec le Ps). Les Verts s'inscrivent dans les majorités municipales de gauche en 1995 et réaffirment leurs alliances à gauche de 1997 à 2004, contribuant au basculement à gauche du conseil régional.

La fin du livre qui aborde les épineuses questions des stratégies d'union à gauche, problématique centrée sur le rapport conflictuel avec une gauche socialiste dominante en Bretagne, ouvre des pistes de réflexion, à étayer au-delà des débats internes à Europe Écologie Les Verts (EELV), liés notamment à l'ambiguïté des relations entre un parti doté d'élus et de cadres locaux et un mouvement social plus radical dans lequel se fondent les luttes écologistes. Ainsi, l'implantation d'EELV dans la séquence électorale des municipales (2008, 2014), européennes (2009, 2014) et régionales (2010), emprunte des canaux qui sont à comparer avec ceux de l'émergence du Ps dans les années 1970 (métropolisation et périurbanisation), en captant le vote des classes moyennes urbaines salariées.

François PRIGENT

Dominique LE PAGE, *Nantes en Bretagne ? Nantes et la Bretagne du Moyen Âge à nos jours*, Morlaix, Skol Vreizh, 2014, 152 p., ill. n. b. et coul.

Mouvement des « bonnets rouges », réforme régionale, la conjoncture prêtait à l'édition de cet ouvrage que l'on peut d'emblée qualifier d'historique et citoyen, dans le but affirmé de « mieux comprendre les enjeux et alimenter les débats actuels ». En effet, l'histoire de la Bretagne étant absente de tout programme d'enseignement, qui aujourd'hui est-il en mesure d'apprécier l'appartenance de Nantes à la Bretagne, si ce n'est au travers des clichés colportés par les médias et les mouvements de toute nature, et le sentiment « d'être Breton » cher à Morvan Lebesque, si tant est que quelqu'un sache d'ailleurs de qui il s'agit ? Il fallait donc être didactique, et c'est ce que Skol Vreizh a fait en demandant à Dominique Le Page de rédiger 150 pages